

“Il faut un centre de commandement de crise pour la sécurité à Bruxelles”

- Dans un livre, Didier Reynders (MR) émet 12 propositions pour Bruxelles.
- Il clame son envie de devenir ministre-Président en 2019.
- Dans l'affaire de la mort de la petite Mawda, il demande d'attendre les résultats des enquêtes.

Didier Reynders (MR) publie un petit livre de 46 pages intitulé “Bruxelles pour tous. 12 propositions pour vaincre la fracture”. Il sera disponible sur le site personnel du ministre ce lundi 28 mai.

Les douze propositions sont l'extension du métro; l'intermodalité entre la voiture et les transports en commun; la revitalisation de la zone du Canal; le renforcement de la formation professionnelle; un parcours d'intégration “fort et crédible”; la diminution de 20 à 30 % des membres des conseils communaux; logement et rénovation de la ville en partenariats public-privé; sécurité; propreté et “smart city”; un stade polyvalent; un Institut du Monde méditerranéen et enfin, un pôle de création théâtrale assorti de studios.

Entretien Alice Dive et Antoine Clevers

Douze propositions pour que Bruxelles s'en sorte. Cinq ans après la parution de son livre intitulé “Bruxelles pour tous. Vaincre la fracture”, le vice-Premier et ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders (MR), publie une brochure ayant pour ambition d'exposer ses “bonnes” idées pour la capitale de demain. “En cinq ans, je constate que les choses n'ont pas beaucoup bougé”, décoche-t-il. Il revient donc à la charge, alors que son parti est dans l'opposition depuis près de quinze ans en Région bruxelloise.

Quelles sont vos propositions prioritaires ?

J'en ai trois. Un: la mobilité. Je pense que nous avons atteint un point culminant en matière d'immobilité en Région bruxelloise. On ne peut pas pousser la caricature plus loin. Deux: la formation professionnelle et l'emploi, notamment au travers de solutions pour les jeunes qui sont sans qualifications. Trois: la sécurité et la propreté dans la capitale.

Evoquons d'abord la mobilité. En quoi est-elle “caricaturale”, selon vous ?

Quand j'entends ce que certains disent en privé ou publiquement sur le ministre de tutelle (Ndlr: le SP. A Pascal Smet), je ne sais pas très bien comment on peut continuer avec quelqu'un comme cela. Il y a une démarche à l'envers. C'est en permanence une agression sur l'automobile, sans d'abord mettre l'accent sur les alternatives. Il faut d'abord montrer qu'il y a une capacité de faire autre chose avant d'empêcher les gens d'utiliser la voiture.

Le piétonnier à Bruxelles, porté par le PS mais aussi par votre parti, est illustratif de ce constat...

Reconnaissez que la paternité du piétonnier revient à Yvan Mayeur (ex-bourgmestre PS de la Ville de Bruxelles). Via Beliris, dont j'ai la tutelle, nous tentons aujourd'hui de faire bouger les choses avec Philippe Close (PS), son successeur.

Qu'en est-il de vos deux autres priorités, la formation et la sécurité à Bruxelles ?

Bruxelles est en retard en matière d'emploi, en particulier chez les jeunes. Avec Beliris, et en collaboration avec la Région, nous avons investi dans des centres de formation afin de définir les métiers techniques dont on a le plus besoin à Bruxelles. Concernant la sécurité, notamment celle au quotidien, la Région doit jouer un plus grand rôle. Je n'ai pas un a priori idéologique sur le fait de savoir s'il faut plutôt une, six ou dix-neuf zones de police dans la capitale. En revanche, je pense qu'il faut un centre de commandement de crise en matière de sécurité à Bruxelles, un centre depuis lequel on pourrait monitorer l'ensemble de la surveillance dans les différentes zones. D'après la dernière réforme de l'Etat, le ministre-Président bruxellois devait jouer un rôle plus fort à ce niveau.

Cette volonté d'une coordination plus centralisée était déjà apparue après les débordements qu'il y avait eus dans le centre de Bruxelles à la suite d'un match de foot.

Oui, on nous dit qu'on est en train de préparer des infrastructures... Mon idée, c'est d'organiser un commandement régional en cas de grands événements ou pour certains suivis spécifiques dans lequel le ministre-Président pourrait prendre un plus grand rôle en matière de sécurité.

Il aurait un rôle comparable au bourgmestre ?

C'est ce que la réforme de l'Etat prévoit. Mais on pourrait aller beaucoup plus loin. Il aurait un rôle personnel comme l'ont les bourgmestres, les gouverneurs ou le ministre de l'Intérieur.

Cela ressemble à une fusion des zones de police, non ?

Dans ce débat, on sent bien que, comme par hasard, les Flamands disent que tout devrait se faire à la Région parce qu'ils y ont une surreprésentation, alors que les francophones défendent les communes où ils ont presque toutes les responsabilités. Moi, je regarde la réalité. Si le ministre-Président joue un rôle plus important, comme un bourgmestre, le problème ne se pose plus puisque le ministre-Président serait à peu près toujours francophone.

Ce serait une alternative à la proposition d'une ville-Région, souvent émise en Flandre ?

Je ne suis pas très partisan de rouvrir des chantiers institutionnels en permanence. On peut essayer d'éviter cet écueil-là en se demandant comment mieux répartir la coordination Région-communes et comment, parfois, faire jouer un rôle plus fort à une autorité spécifique en matière de sécurité qu'est le ministre-Président.

Dans votre brochure, vous abordez également la délicate question de la gouvernance...

Je lance l'idée de réduire le nombre de conseillers communaux et de supprimer les conseillers à l'aide sociale (CPAS) – qui sont en fait les candidats qui n'ont pas été élus... Ce rôle peut être repris par les conseillers communaux, qui cumuleraient les deux fonctions. Si on supprime 20 à 30 % des conseillers communaux, ainsi que tous les conseillers CPAS, cela ferait un sacré changement dans le paysage.

Dans les projets d'infrastructures pour Bruxelles, vous revenez sur l'idée d'un stade national. Le revoilà.

Déjà en 2014, j'écrivais que je ne comprenais pas le choix d'un nouveau stade, en plus implanté en Flandre (le parking C du Heysel est situé à Grimbergen, Ndlr). C'est le stade roi Baudouin qui aurait dû être rénové. Je suis vraiment demandeur que l'on reprenne la discussion sur la rénovation du stade roi Baudouin car je continue à penser que c'est la seule solution praticable. On peut très bien le faire en gardant l'implantation. Pourquoi ne pas envisager d'installer un système de dalle – accueillant 45 000 places – qui pourrait descendre et remonter et avec des tribunes aménagées ? J'en ai parlé aux responsables du projet Néo, ils sont tout à fait d'accord. Cela permettrait ainsi d'avoir un projet que l'on intègre à Néo. Cela coûterait

moins cher que le stade à Grimbergen, dans un ordre de grandeur de 200 millions d'euros.

“Oui, j'ai envie d'être ministre-Président”

Dans votre brochure, vous écrivez que Bruxelles “n'a pas de réelle incarnation politique”. On suppose donc que vous voulez l'incarner en devenant ministre-Président ? J'aime beaucoup ce que je fais au gouvernement fédéral mais depuis que je me suis implanté à Bruxelles en 2011, j'ai toujours dit que j'étais prêt à jouer ce rôle si les résultats électoraux le permettent.

Mais... avez-vous réellement envie d'être ministre-Président de la Région bruxelloise ?

Bien sûr ! Si je mets de telles propositions sur la table, c'est parce que j'ai envie d'en réaliser un certain nombre. L'enjeu, c'est d'être la première formation politique au soir des élections de 2019 et de rassembler derrière un projet. Je suis convaincu que si le MR n'arrive pas premier, le risque est grand que l'on se passe de nouveau de nous dans la majorité bruxelloise.

Si vous avez le choix en 2019 entre la ministre-présidence et vos fonctions actuelles, que prenez-vous ?

Je suis vraiment prêt à m'investir à Bruxelles.

Pour revenir à l'actualité du moment, y a-t-il une responsabilité politique dans la mort de Mawda, cette petite fille de deux ans tuée par balle par la police ? C'est notamment ce que pensent certains écologistes.

Je voudrais d'abord dire que le décès d'un enfant de deux ans, c'est toujours un drame. Ici, en plus, ce sont dans des circonstances atroces. Pour répondre à votre question, j'ai entendu Frédéric Daerden (PS) dire qu'il

fallait éviter la récupération politique. Laissons l'enquête se dérouler. Quand on aura les résultats, on pourra se poser toutes les questions que l'on veut sur les responsabilités individuelles et collectives. Chez Ecolo, ils ont quelques experts pour prononcer des condamnations avant même d'avoir tous les éléments.

Guy Verhofstadt, député européen Open VLD, pointait un climat anti-migrants en Europe qui a pu avoir ce drame comme conséquence. Vous partagez son point de vue ?

Le gouvernement belge ne mène pas du tout une politique anti-migrants. Pas du tout ! On a une politique d'asile très claire, qui a ses procédures indépendantes. Et on a un devoir pas seulement légal, mais aussi moral d'accueillir des réfugiés. Je reviens de Marrakech dans le cadre du processus de Rabat (migration Europe-Afrique de l'Ouest), 58 pays. Pour la délégation belge: Jan Jambon (ministre N-VA de l'Intérieur) et Theo Francken (secrétaire d'Etat N-VA à l'Asile). On a eu un accord à 57 pays avec eux deux s'exprimant au nom de la Belgique. Le seul qui s'est opposé, c'est le ministre hongrois. Quand on dit qu'il y a un climat anti-migrants en Belgique, j'aimerais que l'on regarde la réalité en face. Mais c'est vrai que, dans certains pays, il y a un climat beaucoup plus hostile.

Bart De Wever, le président de la N-VA, a pointé la responsabilité des parents de Mawda. Qu'en pensez-vous ?

Je ne vais certainement pas tenir les mêmes propos que lui. Laissons les enquêtes se dérouler.